

Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique (SNTRS-CGT)

BRS

Bulletin de la recherche scientifique

CNRS

Inserm

INRIA

IRD

INED

IFREMER

Février 2022

N° 521

SESSION INTERNATIONALE

Du 30 novembre au 3 décembre 2021



30^{ème} CONGRÈS SNTRS-CGT À SÈTE 2021



Session internationale du 30^e congrès du SNTRS-CGT



<i>Pays</i>	<i>Nom de l'organisation</i>	<i>Partenariat</i>	<i>Représentant.e</i>	<i>Langue</i>
Algérie	Syndicat des chercheurs permanents (SCP)	FMTS	Fatiha Sahnoune	FR
Québec	Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU)	IE, FMTS	Claude Fortin, Jean-Luc Simard	FR
Sénégal	Syndicat autonome des enseignants du Sénégal (SAES)	IE, FMTS	Abdoul Aziz Fall	FR
Sénégal	Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES – ESR)	IE, FMTS	Oumar Dia	FR
Grèce	Union des chercheurs grecs (EEE)	bilatéral	Machi (Andromaque) Chadjiyianni	FR
Royaume-Uni	University College Union (UCU) + présidence HERSC	IE, HERSC (CSEE-ETUCE)	Rob Copeland	ENG
Portugal	Organização dos Trabalhadores Científicos (OTC)	FMTS	Teresa Pinheiro (vidéo)	ENG
Portugal	Federação Nacional dos Professores (FENPROF – Ensino Superior)	IE, HERSC, FMTS	André Carmo (vidéo)	ENG

Par ordre d'intervention.

IE = internationale de l'éducation

FMTS = Fédération mondiale des travailleurs scientifiques

HERSC = Higher Education and Research Standing Committee (Comité syndical permanent européen ESR, émanation du CSEE-ETUCE [Comité syndical européen de l'éducation – European Trade Union Committee for Education])

Intervention de la FMTS : Elies Molins, membre du Secrétariat international (FR)

Réunis et en lutte

Nous avons tant rêvé de nous retrouver ! Syndicalistes et collègues d'Europe, d'Afrique et du Québec, partenaires de longue date pour une recherche et un enseignement supérieur de qualité, pour la justice sociale et les droits des travailleurs, nous avons hâte d'entendre à nouveau nos accents multicolores de français, d'anglais ou d'espagnol (n'oublions pas les lusophones), dans une anti-Babel qui renforce les liens au lieu de créer la confusion et la zizanie. Nous avons tant hâte d'humanité internationale. Mais c'était sans compter la COVID-19 dans la compagnie.

La pandémie en a donc décidé autrement, et Sète n'a accueilli que deux camarades qui ont fait route de la Catalogne proche prenant de multiples précautions. Cependant, comme le soulignent tous les représentants syndicaux dont vous allez lire les contributions, les luttes n'ont été confinées dans aucun pays, l'université et la recherche ont continué à vivre dans des conditions d'extrême adversité pour le personnel et les étudiants, les travailleurs de tous les pays n'ont pas remis l'injonction de s'unir pour leurs droits.

Un allié improbable nous a facilité la vie.

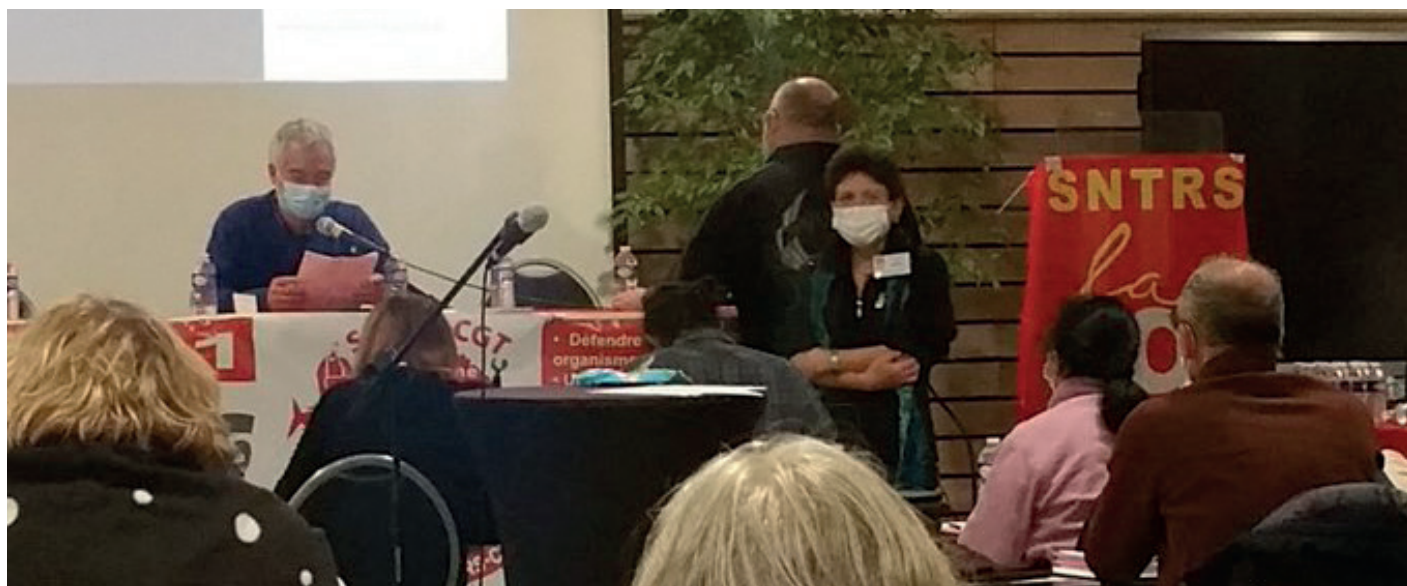
Le numérique qui sépare nous a réunis « virtuellement ». La session internationale du congrès du SNTRS-CGT s'est même enrichie d'un nouveau partenaire d'outre-Manche, preuve que le Brexit n'empêche pas les syndicats des deux rives de lutter ensemble. Coïncidence heureuse : l'ESR britannique en était à son deuxième jour de mobilisation massive. Le SNTRS-CGT a voté une motion de soutien qui a fait son chemin sur les réseaux sociaux : « vos combats sont les nôtres ». L'ardeur du combat a traversé l'écran.

Nous avons voyagé : Dakar chaud et ensoleillé, le Québec sous la neige de décembre, la Grèce que la pandémie a frappée au moment même où elle pensait sortir de la « crise » de 2008, l'air océanique portugais, un anglais so British sorti des piquets de grève... Il y avait aussi notre partenaire de longue date, la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS) avec son histoire qui rappelle que la recherche scientifique du passé comme du présent s'insère dans la cité, assumant sa responsabilité de contribuer à la paix et au bien-être des humains : à l'UNESCO, nous n'avions pas seulement voté des recommandations, nous avions pesé pour qu'elles soient des appuis dans nos combats. Même si aucun texte international n'a jamais remplacé nos propres mains pétrissant le pain des luttes quotidiennes.

Des luttes, il en a été beaucoup question. L'enseignement supérieur et la recherche font l'objet de toutes les « attentions » d'un marché mondialisé de la connaissance, tandis que nous, nous la voulons un bien commun de l'humanité, « cumulatif et non marchand ». Les hommes et les femmes (surtout elles, n'oublions pas la « brèche de genre ») qui y travaillent ne cessent de se précariser, d'être soumis à des logiques de compétition qui dressent les uns contre les autres. Ils nous veulent divisés pour mieux nous affaiblir, mais nous nous rassemblons pour mieux les affronter et gagner nos droits.

Notre amie la technologie a permis cette rencontre d'un après-midi de décembre 2021. Nous étions certes frustrés car une session de congrès syndical n'est pas un film de science-fiction où les humains sortent des écrans. Mais nous étions heureux des échos des luttes, les accents ont pu résonner, quelques échanges se sont tenus. Et à la fin une promesse : cette fenêtre sur le monde reste grande ouverte, pour accueillir tout le monde « en vrai » la prochaine fois. Entre-temps, faisons vivre et grandir notre solidarité.

Dina Bacalexî



Les questions (à titre indicatif) :

1. Impact des confinements sur les activités de recherche (interruptions, retards, chantiers annulés, ou, au contraire, intensifiés) et sur le financement (réduction des budgets ou re-direction des financements)
2. Impact sur le personnel, titulaires et précaires : menaces de licenciements, conditions de travail (en particulier travail à distance), formation et soutien,

impact spécifique sur les femmes

3. Impact sur les enseignements et les étudiants (à focaliser sur les doctorants) : cours en ligne, campus perturbés, mesures sanitaires et de sécurité (tests, isolement etc.), vie étudiante dans et hors campus (logement, frais de scolarité...); conditions de retour sur place
4. Les actions menées par vote syndicat pour y faire face

L'enseignement supérieur et la recherche face à la pandémie COVID-19 en Algérie

Par Fatiha Sahnoune, du bureau national du Syndicat National des Chercheurs Permanents (SNCP, Algérie) et secrétariat international de la FMTS

Durant cette pandémie du Covid-19, l'université algérienne a dû affronter une situation inédite. L'enseignement à distance a été la seule alternative pour assurer la continuité pédagogique. À cet effet, une recherche exploite les résultats d'une enquête par questionnaire en ligne, menée par une équipe de chercheurs du CREAD (Centre de recherche en économie agriculture et développement) auprès de 2000 enseignants. Il en ressort que les conditions techniques et environnementales de travail des enseignants sont globalement acceptables. Ces derniers ont été en mesure d'assurer leurs cours en ligne même si, dans leur grande majorité, c'est la première fois qu'ils découvrent ce type d'enseignement.

Selon les résultats de cette enquête, les deux difficultés les plus rencontrées par les enseignants sont l'absence de contact direct avec les étudiants (66,6%) et le problème de connexion (65,5%). Il est à noter que la non maîtrise de la technologie vient en dernier avec seulement 11,5%, près de 7% des enseignants affirment avoir utilisé leur site personnel pour la diffusion des cours recours aux réseaux sociaux.

La majorité des enseignants, tout domaine d'enseignement confondu, affirme avoir eu recours à la plateforme de l'établissement mise en place dans le cadre du maintien des cours à distance. En effet, il semble que la plateforme Moodle soit la plus utilisée.

Les enseignants des sciences sociales et humaines ainsi que des lettres et langues l'affirment à plus de 20%.

Le syndicat et la pandémie COVID-19

La pandémie du COVID-19 n'a pas empêché les syndicalistes à continuer leur lutte et participer aux décisions gouvernementales pour cela des consultations entre les membres du gouvernement et les syndicats UGTA (Union général des travailleurs algériens) en vue d'évaluer des répercussions économiques induites par la propagation de la pandémie de coronavirus. À cet effet, des décisions ont été prises pour mettre en place une cellule de veille.

Par ailleurs, le SNCP a participé aux décisions pour les chercheurs et à chaque nouveau confinement de la propagation de la COVID-19 le syndicat a exigé des institutions de recherche de passer au confinement partiel ou total sans restriction financière ni licenciement.

La femme chercheur et syndicaliste a toujours été présente dans les différents domaines, surtout la santé et l'éducation où elle est la plus active, environ 80%, pour combattre le virus par tous les moyens; donc la femme a été à côté de l'homme dans le bien et dans le mal.

Conclusion

Le seul avantage ou je peux dire le seul impact positif est que la COVID-19 a fait le rapprochement familial pendant une longue période de confinement. La vaccination reste le seul moyen pour combattre le virus, les chercheurs au monde doivent travailler ensemble pour trouver la solution pour combattre la COVID-19 le plutôt possible. L'égoïsme n'a pas sa place car les cas augmentent partout et la propagation se fait surtout par les déplacements entre les frontières.

Merci pour votre attention!



Par Claude Fortin et Jean-Luc Simard, Fédération du personnel professionnel de l'Université et de la Recherche (FPPU)

Qui sommes-nous ?

Notre présence :

- 11 syndicats et associations dans les universités et les centres de recherche ;
- 2 000 membres ;
- 60% femmes | 40% hommes ;
- 50% en recherche.

Notre particularité : nous représentons exclusivement des professionnels, c'est-à-dire le personnel pédagogique, administratif et de recherche.

Mars 2020 : confinement. Mais le gouvernement ne souhaitait pas un arrêt en recherche et en milieu universitaire, c'est pourquoi tout est devenu du travail à la maison.

Des fins de projets, des subventions et des expériences en cours (manipulations) ont été décalés ; certaines recherches se sont menées au ralenti, tandis que d'autres ont été bonifiées selon l'axe de recherche (ajout \$\$).

De façon épigrammatique, voici les points négatifs et positifs au Québec :

- ↳ pour certains, baisse de la productivité ;
- ↳ extension des échéanciers – retard causé par la COVID ;
- ↳ prolongation du financement (regroupements stratégiques, centres, instituts et réseaux de recherche soutenus par les Fonds de Recherche du Québec [FRQ] (<https://frq.gouv.qc.ca/contexte-de-la-covid-19-prolongation-dune-annee-de-financement-aux-regroupements-strategiques-centres-instituts-et-reseaux-de-recherche/>)) ;
- ↳ nouveaux financements pour des recherches relatives à la COVID ;
- ↳ imagination des chercheurs = nouveaux partenariats, consortia (Biobanque québécoise de la COVID-19 Genome Quebec... ;
- ↳ (<https://www.quebeccovidbiobank.ca/>) ;
- ↳ recherche + Intelligence artificielle + épidémiologie + réseau santé.

Rapidement, le secteur de la recherche a eu droit à un déconfinement en juin 2020.

Impacts sur le personnel :

- Adaptation télétravail ;
- Impacts sur les expériences en cours ;
- Travail de la maison.

La demande a été forte sur les professionnels de la recherche : retour rapide dans les milieux de travail versus enjeux de santé, étant donné les règles de santé et sécurité au travail, toujours mouvantes.

Tandis que les « patrons » étaient presque tous en télétravail, réunion Zoom etc., les professionnels devraient s'adapter à la communication.

Pour les professionnels, il n'y a pas eu vraiment de licenciement (nous le savons par nos syndiqués), mais un ralentissement (adaptation d'horaires, entente avec les « patrons »). Notons que le personnel professionnel de la recherche au Québec a un statut précaire, nous ne sommes pas titulaires.

Comment sommes-nous adaptés ?

- ↳ grande résilience pour s'adapter aux mesures et aux directives gouvernementales ;
- ↳ le mot d'ordre était « on garde le CRCHU ouvert » (CRCHU = Centre de recherche CHU de Québec – Université Laval) ;
- ↳ pour les expériences de labo (lignées cell, cultures, etc), on reste au labo ;
- ↳ preuve de projets essentiels pour entrer au CRCHU (NDLR. pour l'obtention de subventions) ;
- ↳ difficile de garder moral (école à la maison, membres de la famille malades, dépistage) ;
- ↳ VACCIN : pas très disponible au début pour les professionnels (même ceux qui travaillent avec des COVID samples).

Les activités de recherche et de formation ont notamment pu être ralenties ou interrompues pour des raisons personnelles, familiales ou de santé. La fermeture des services de garde et des écoles a accru la charge parentale, rendant souvent difficile la conciliation travail-famille.

Qu'en est-il des femmes ?

Selon le FRQ : dans les premiers mois de la pandémie, il y a eu une diminution des articles scientifiques soumis par des femmes, particulièrement en début de carrière, due à la plus grande prise en charge par elles, en moyenne, des responsabilités domestiques et de soins.

(https://frqnet.frq.gouv.qc.ca/Documents/Impact_COVID.pdf)

Le syndicat a eu beaucoup de représentation (NDLR. réunions) pour avoir des informations justes et rapidement.

Nous avons fait un travail de fond avec les RH : communication, actions, collaboration.



Demande d'aide au fonds de soutien FPPU

La FPPU a mis en place un fonds spécial pour aider les syndicats et associations membres, surtout pour aider les syndiqués qui étaient dans le télétravail forcé et avaient besoin d'achats d'équipement.

Certains employeurs ont peu fait dans cette sphère.

Impacts sur les étudiants :

- Étudiants internationaux : toujours absents des laboratoires ; beaucoup sont partis, ne sont plus revenus (confinés dans leur pays) ;
- Étudiants québécois : ils ont déserté aussi les laboratoires.

Pour les étudiants québécois, suivre les directives de l'Université Laval (différentes du CRCHU) a posé quelques problèmes. La vie étudiante a été perturbée par le confinement et les cours distance ; l'isolement a augmenté pour ceux qui sont restés au labo (loin de leur famille, même au Québec).

Mais tout le système s'est adapté assez rapidement. L'Université Laval a établi des partenariats avec des universités de France (Bordeaux, Côte d'Azur), de Suisse (Lausanne) du Brésil et d'autres. Nous avons eu beaucoup d'étudiants étrangers en doctorat. Mais les soutenances étaient virtuelles et les parties de soutenance interdites, ce qui a été difficile pour le moral.

L'enseignement supérieur et la recherche face à la pandémie COVID-19 au Sénégal

Par Abdoul Aziz Fall, bureau national du SAES, relations extérieures du diaporama

À Sénégal, le premier cas de Covid-19 a été détecté le 03 Mars 2020 à Touba dans la région de Diourbel, zone d'implantation de l'Université Alioune Diop de Bambey. Du fait de la gravité de cette affection (augmentation de l'incidence et de la mortalité), le Président de la République a signé le 23 mars 2020 le Décret n° 2020-830 proclamant l'état d'urgence sur le territoire national ainsi que la fermeture des écoles et des universités afin de limiter la propagation de la pandémie.

Parallèlement à cet arrêt des enseignements-apprentissages, toutes les activités de recherches ont été suspendues. L'état d'urgence a entraîné le confinement de bon nombre d'enseignants-chercheurs et de chercheurs dans des localités autres que leurs lieux de travail.

Malgré ce tableau sombre de mars 2020, l'enseignement supérieur s'est illustré par la production de gel hydro-alcoolique dans les différents laboratoires de chimie des universités, des instituts de technologie, des facultés de médecine et des écoles polytechniques sénégalaises. Il faut aussi noter les efforts des universitaires à travers le task-force mis en place par le Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) du Sénégal.

Par ailleurs, l'impact de la COVID-19 sur le personnel non permanent a été désastreux, car l'arrêt des activités du personnel non permanent a été comparable à un chômage technique en l'absence de toute forme de couverture sociale.

Pour faire face à la pandémie, les universités ont encouragé l'enseignement en ligne qui a cependant rencontré beaucoup de difficultés. Ces difficultés surtout liées à la mise en œuvre sont de plusieurs ordres :

- Absence d'électricité dans certains villages où sont confinés certains étudiants ;
- Nonaccès à l'outil informatique, faute de moyens (ordinateur, smartphone, etc.) ;
- Nonaccès à internet ;
- Déficit du débit d'internet (beaucoup de zones géographiques non couvertes par la connexion wifi ou 4G) ;
- Indisponibilité des supports numériques de certains enseignements ;
- Réticence des enseignants à l'enseignement à distance.

En tant partenaire social majoritaire dans l'enseignement supérieur, le bureau national du Syndicat Autonome de l'Enseignement Supérieur (SAES) a effectué des actions



Lutte contre le Covid-19 : Le SAES contribue à l'effort national avec 5 millions !



déterminantes pour déclencher un élan de solidarité national dans tous les secteurs de la vie quotidienne.

La participation en nature d'un montant de six millions de francs CFA (soit 9146,94€) à l'effort national de lutte contre la pandémie, lui a permis de poser un acte solidaire qui illustre son option de combattre les inégalités sociales. À la suite de cela, le SAES a fait un don de cinq millions de francs CFA en espèce (soit 7622,45 €) au MESRI en guise de contribution au fonds national de lutte contre la Covid (Force-covid 19).

Parallèlement au bureau national, les différentes coordinations (démembrements dans les universités) ont fait des dons au niveau local pour soulager les populations. Enfin, il faut aussi noter les actions coordonnées des différents établissements d'enseignement supérieur à travers « l'initiative 100.000 étudiants contre la COVID19 ».

SAES Syndicat Autonome
de l'Enseignement Supérieur



La santé et le bien-être dans l'enseignement supérieur sénégalais : l'impact de la pandémie de la Covid-19

Par Dr. Oumar Dia, Secrétaire général national du Sudes/Esr

Je remercie le SNTRS-CGT d'avoir invité notre syndicat à participer virtuellement à son congrès et à y délivrer un message non seulement de solidarité mais aussi axé sur la façon dont la pandémie de la Covid-19 a affecté la santé et le bien être des enseignants-chercheurs dans les universités sénégalaises. Je vais donc, dans cette intervention, parler de la façon dont la question de la santé et du bien-être dans l'enseignement supérieur s'est posée au Sénégal dans le contexte de la pandémie de la Covid-19.



Jusqu'en mars 2019, moment à partir duquel l'état d'urgence sanitaire assorti d'un couvre feu a été décrété au Sénégal, l'essentiel du travail dans l'enseignement supérieur sénégalais (enseignement, travail administratif du personnel de support, etc.) se faisait en présentiel. De ce point de vue, la création de l'Université virtuelle du Sénégal (UVS) en 2013 n'a pas eu un impact considérable sur les formes de travail des membres de la communauté universitaire (enseignants, étudiants, personnels de support).

Quand la pandémie est survenue en mars 2019 suivie de la fermeture de toutes les universités du pays, on a cru un moment que les formes de travail dans l'enseignement supérieur allaient totalement changer et basculer du présentiel au distanciel. Même notre syndicat, d'ordinaire si réservé vis-à-vis de toute forme prédominante de l'enseignement à distance, avait fini par inviter le personnel enseignant à assurer momentanément la continuité pédagogique sous forme distancielle à tous les niveaux où cela était possible.

Mais concrètement, malgré toute l'offensive en faveur de l'enseignement à distance comme seul palliatif en situation d'urgence, le résultat fut mince : les différentes compilations faites à partir des plateformes d'enseignement à distance montrent que seuls moins de 20% des enseignements ont pu être dispensés par ce canal et que les étudiants ayant bénéficié de ce type d'enseignement étaient principalement des étudiants de master et de doctorat.

Au niveau du premier cycle, à savoir la licence, qui regroupe plus de 75% des effectifs d'étudiants de nos universités, il n'a pas été possible d'organiser convenablement des enseignements à distance : le manque de logistique combiné aux sureffectifs des étudiants et aux sous effectifs de personnels rendait la matérialisation de la forme d'enseignement à distance pour ce cycle impossible.

Face donc à l'impossibilité de fait de dispenser des enseignements à distance dans tous les cycles, décision avait été prise de rouvrir les universités en septembre 2020 après six mois de fermeture. Mais la reprise fut graduelle et alternée : nous avons accueilli dans un premier temps - contexte sanitaire oblige - uniquement les étudiants de Licence 1, puis dans un second temps les étudiants de Licence 2 et enfin dans un troisième moment les étudiants de Licence 3. C'est à ce prix - travail sans répit pour le personnel enseignant - que l'année universitaire 2019-2020 a pu être sauvée au Sénégal.

Immédiatement et sans jours de congés, les enseignants ont redémarré la nouvelle année de façon également graduelle et alternée et n'ont arrêté le travail que brutalement le 31 juillet 2021 en pleine troisième vague dévastatrice de la Covid-19. Le redémarrage des enseignements dans les universités a eu lieu le 18 octobre 2021 et s'est fait de façon graduelle et alternée ; ce qui du coup a été également sans répit pour les enseignants.

Fondamentalement, s'il y a eu une petite inflexion de la forme de travail du personnel enseignant vers l'enseignement à distance, on ne peut pas parler de basculement ou de changement total. Pour ce qui est de la part - même infime - engrangée par le télétravail dans l'enseignement supérieur, les différentes impressions - non encore documentées - recueillies par le syndicat incitent à penser que le volume de travail fourni par les enseignants dans le cadre d'un enseignement à distance est nettement plus

important que celui fourni dans le cadre d'un enseignement en présentiel et que cela a nécessairement des conséquences sur leur santé et leur bien-être.

Mais si la pandémie de la Covid-19 n'a pas conduit à un basculement fondamental de la forme de travail dans l'enseignement supérieur, force est de reconnaître qu'elle a considérablement aggravé une situation qui était déjà catastrophique : la forme d'enseignement graduelle et

alternée a surchargé les enseignants de travail nettement plus que par le passé. Même si le syndicat n'a pas encore fini de le documenter, le nombre d'enseignants tombés malades ou décédés entre septembre 2020 et décembre 2021 est nettement plus important que les années passées. Et cela, on ne peut pas ne pas l'imputer à la surcharge et à l'aggravation des conditions de travail dans le contexte de la Covid-19.

Je vous remercie.

L'activité de la recherche pendant la pandémie COVID-19 en Grèce

Par Machi (Andromaque) Chadjiyianni, Union des chercheurs grecs (EEE)

Bonjour à tous et à toutes, je m'appelle, Andromaque Hadjiyianni, je suis sociologue, Directrice de Recherche au Centre National des Recherches Sociales à Athènes et membre du Comité de Direction de l'Union des Chercheurs grecs.

Je vais centrer mon intervention à l'activité de la recherche pendant la pandémie COVID-19 en Grèce essentiellement dans les Centres de Recherche.

Deux mots tout d'abord sur la pandémie en Grèce : pendant la première phase de la pandémie, le pays sortait timidement de la crise économique qui a sévèrement touché les travailleurs, démantelé les structures de l'État-providence, augmenté le chômage et poussé une partie importante des jeunes à émigrer vers les pays de l'UE et ailleurs à la recherche d'un avenir meilleur.



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΤΕΡΟΣΩΜΑΤΙΚΗ ΕΝΩΣΗ ΕΛΛΗΝΩΝ ΕΡΕΥΝΗΤΩΝ
1996

La pandémie de la première phase (mars-mai 2020) a semblé être traitée plus au moins correctement par le gouvernement, mais à part le confinement il n'y a pas eu d'autres mesures (comme par exemple le renforcement du système de santé qui a été très affaibli pendant la crise économique).

À partir de l'été 2020, cependant, il est devenu clair que la priorité du gouvernement était de ne pas nuire au tourisme, une source clé de revenus pour des régions entières du pays et une partie importante de la population. Cela a bien sûr eu un impact sur la propagation du coronavirus et le choix du confinement généralise d'octobre 2020 à mai 2021. Pendant ce confinement, tout le secteur public (dont les Universités et tout le domaine de la recherche) a dû fonctionner sous le mode du travail à distance, télétravail etc.

Quelles étaient les implications de tout cela pour les activités de recherche ?

➤ **Il y a eu de nombreux changements dans nos activités :**

- Tous les colloques et conférences ont été reportés dans un premier temps et puis organisés à distance/téléconférences ;
- Les réunions des équipes de recherche en face à

face (présence physique) ont été supprimées et remplacées par des réunions via Zoom, Skype, etc. ;

- Nous avons dû travailler à domicile et visiter notre bureau de manière très espacée et à tour de rôle pendant le confinement.

Les travaux de recherche sur le terrain (par exemple les différentes recherches sociales empiriques de terrain, mais aussi le travail de laboratoire pour la recherche en biologie, chimie etc.) étaient prolongés dans le temps, mais certaines recherches de terrain n'ont pas été effectuées du tout, ont été reportées à plus tard, etc. etc.

La pandémie a évidemment provoqué des grandes discussions sur les mesures nécessaires à prendre pour protéger la santé publique, la nécessité et l'efficacité des vaccins etc.

Tous ces grands débats mais aussi les différentes opinions et informations souvent contradictoires qui ont circulé ont eu comme résultat, en Grèce en tout cas, l'émergence d'une grande méfiance généralisée, un repli sur soi et un refus de contact avec les autres. Vous imaginez donc comment les enquêteurs pouvaient être reçus chez les gens quand ces derniers essaient de les contacter à leur domicile (ils n'ouvrent pas leur porte, sont méfiants, ils se sentent menacés...).

En ce moment le Recensement de la population a lieu dans tout le pays et les difficultés rencontrées par les agents recenseurs sont énormes. Pourtant Le Bureau des Statistiques donne la possibilité aux ménages de remplir le formulaire eux-mêmes sur le site du Recensement.

Résultat :

- **Retards et changements et/ou ajustements** (forcés) dans la réalisation des programmes de recherche car dans de nombreux projets la visite sur place est une condition préalable à la réalisation et dans d'autres on a dû adapter ou changer la méthodologie ;
- Enfin, **le travail à domicile nécessite des équipements et des infrastructures**, comme une très bonne connexion pour tous les membres de la famille, des espaces adaptés (pour les adultes qui travaillent, pour les enfants/adolescents ou encore les jeunes adultes fréquentant des cours...). Ces éléments ne sont pas garantis et évidents pour tous. Il n'y a quasiment pas eu de soutien de la part de l'État. **En conséquence, le travail des chercheurs à domicile, comme pour tout autre travail pendant la pandémie, n'est pas été très**

facile et pas très efficace non plus ;

- Les programmes de recherche ont souvent eu une prolongation afin que les chercheurs puissent les achever, mais les budgets n'ont pas été augmentés ;
- Quant au financement de la recherche, **il n'y a pas eu de réduction significative**. Une partie du financement est allée à l'aide financière aux travailleurs touchés par la COVID et d'autres besoins sociaux, mais il s'agit surtout des **Fonds européens de développement régional**.

Pour dire aussi quelque chose de positif, il est vrai que pendant la pandémie, certains projets de recherche ont été financés, surtout ceux portant sur **les conséquences de la pandémie sur la population générale** (conditions de vie, de travail, de santé mentale, de violence domestique, etc.), mais aussi sur des groupes de population spécifiques, principalement les jeunes, les étudiants, etc. - mais le nombre de ces projets a été limité.

Concernant le personnel de la recherche, à notre connaissance, **il n'y a pas eu de licenciements ou de menaces de licenciement dans les Centres de Recherche concernant les chercheurs contractuels**, mais par contre il y a eu des retards dans le financement des projets de recherche et des appels à propositions de financement pour des nouveaux programmes, ce qui a fortement affecté le recrutement des jeunes chercheurs sous contrat (doctorants ou post doc).



Il y a eu pourtant une aide financière pour les jeunes post docs ou autres jeunes contractuels, puisqu'il y a eu une aide envers tous les indépendants (ils sont assimilés aux travailleurs indépendants) dont l'activité a été interrompue. Mais cet aide a été très rudimentaire.

Quant aux actions et interventions menées par l'**Union des Chercheurs grecs**, nous continuons à avoir une forte présence publique, en prenant publiquement position sur toutes les initiatives législatives gouvernementales liées à la Recherche. Nos lettres adressées au Ministère sont largement diffusées sur les sites spécialisés et sont largement reproduites, mais l'**Union des Chercheurs grecs** intervient aussi dans les discussions au sein des commissions du Parlement où il y a un dialogue sur les initiatives législatives liées à la recherche et dans lesquelles les différentes Institutions sont invitées à intervenir.

Royaume-Uni : l'université et la recherche pendant la pandémie, et nos mobilisations actuelles

Par Rob Copeland, University College Union (UCU) et président du HERSC



En lien avec le thème de cette session internationale, je vais parler de l'expérience des membres de UCU pendant la pandémie de COVID19, ainsi que de la réponse de UCU, reliée à trois domaines principaux : la santé et la sécurité au travail ; le travail à la maison et l'enseignement en ligne ; et l'impact sur les projets de recherche et les carrières.

Mais je vais aussi parler brièvement des grèves de UCU

qui ont lieu aujourd'hui au Royaume-Uni. Les sujets au cœur du conflit actuel : les salaires stagnants et les attaques contre les retraites, le haut niveau de précarité et la charge de travail excessive, mais aussi les inégalités grandissantes entre les différents groupes de travailleurs universitaires. Ce sont des sujets importants aussi pour vous, ici en France.

La santé et la sécurité

Pendant la pandémie, la santé et la sécurité du personnel, des étudiants et de la communauté plus étendue ont été la priorité numéro un de UCU. Lors des moments clés de la crise COVID – en mars 2020, quand le virus est apparu pour la première fois, et à nouveau à l'été 2020, UCU a appelé les universités à basculer vers – et ensuite à continuer dans cette même voie – l'apprentissage et l'enseignement en ligne, considérant que c'était la meilleure façon de s'assurer que les gens étaient en sécurité. En tant que syndicat, nous pensons que c'était la bonne direction à suivre : de façon plus générale, la pandémie de COVID19 a souligné l'importance vitale pour les syndicats de défendre la santé et la sécurité au travail.

Je sais que d'autres syndicats de l'éducation en Europe ont aussi durement lutté pour la santé et la sécurité, et que plusieurs d'entre nous soutiennent la campagne pour une

plus grande équité vaccinale dans le monde. Cela reste un outrage moral que de larges franges de la population mondiale demeurent encore sans vaccin, tandis que nous, dans les pays les plus riches, recevons nos doses de rappel.

Le travail à la maison

Le second grand défi était, bien sûr, l'impact du travail à la maison sur le personnel et les étudiants, et le basculement vers l'éducation à distance. Même si UCU a poussé pour l'apprentissage à distance comme la meilleure façon de réduire le taux de contamination, nous avons aussi eu des inquiétudes concernant son impact sur le personnel du point de vue social et éducatif.

Pendant les premières phases de la pandémie, nous avons constaté des problèmes majeurs : débit insuffisant, équipement informatique obsolète et manque de formation préalable aux pédagogies digitales, ce qui a affecté en même temps le personnel et les étudiants.

De plus, nous avons vu la charge de travail du personnel s'accroître, comme conséquence du temps supplémentaire consacré à la préparation de l'enseignement en ligne, du brouillage des repères entre travail et vie domestique, et du besoin de fournir un soutien « pastoral » (NDLR. moral et relationnel) aux étudiants. Pour le personnel, l'apprentissage « hybride » ou « mixte » a abouti à une hausse exponentielle de la charge de travail et du stress. La revendication de charge de travail « soutenable » (NDLR. raisonnable) fait partie des combats que mène en ce moment UCU dans l'enseignement supérieur.

Le basculement vers l'enseignement en ligne ou « hybride » soulève aussi une série d'autres questions délicates autour de la pédagogie, des droits de propriété intellectuelle, de la protection des données privées et du rôle grandissant que jouent les entreprises privées comme l'industrie EdTech. Ce sont des questions clés pour les syndicats de l'ESR en Europe, et le travail international nous permet de partager l'information, l'expérience et la stratégie afin d'y répondre.

La recherche et les chercheurs

C'était le troisième grand défi. Pour le personnel de la recherche, les confinements ont entraîné des perturbations dans leurs projets de recherche ; ceux en contrats à durée déterminée et des doctorants ont été les plus durement touchés. UCU et d'autres organisations ont poussé pour le prolongement du financement des projets de recherche, mais, même si un certain financement public supplémentaire a été garanti, il était lamentablement insuffisant face à l'étendue du problème.

Les doctorants ont été les plus affectés par la pandémie, et de multiples façons – en partie parce qu'au Royaume-Uni ils appartiennent à la catégorie des étudiants et non des travailleurs. En réponse à cela, UCU a lancé une nouvelle campagne appelant à ce que les doctorants aient des conditions et des statuts comparables à celles du personnel de la recherche. C'est une campagne de long terme pour UCU, et nous savons que le soutien et les connexions internationales y joueront un rôle important. Nous avons



déjà tiré profit de la stratégie et des expériences d'autres syndicats, par exemple des pays nordiques où les doctorants sont en principe classés dans la catégorie des personnels.

Le second domaine clé a été l'impact lié au genre que la crise a eu sur les publications et sur les demandes de financements de projets de recherche. Des enquêtes montrent que les académiques femmes ont en moyenne moins publié pendant les confinements ; il existe aussi des informations au niveau international confirmant le déclin du taux de soumission de nouveaux projets. Nous savons que cela va accroître les inégalités de genre dans l'ESR, en particulier concernant les rémunérations et les promotions, et ce n'est pas une surprise si ce sujet fait aussi partie des revendications lors des grèves de UCU qui se tiennent en ce moment.

Les grèves de UCU

Aujourd'hui (NDLR. le 3 décembre 2021), c'est le deuxième jour de grève dans 58 universités au Royaume-Uni. Nous avons deux conflits qui se distinguent légalement mais sont corrélés : premièrement, une tentative continue de casser les retraites du personnel universitaire ; deuxièmement, un conflit sur les conditions de travail. C'est ce qu'au UCU nous appelons « les quatre combats » : paiement, précarité, conditions de travail et inégalité salariale liée au genre.

Ces conflits sont sous-tendus par deux problèmes fondamentaux dans l'ESR au Royaume-Uni : d'une part, la marchandisation accrue du financement de l'ESR et la gouvernance de l'université comme une entreprise ; de l'autre, l'absence de dialogue social et de négociations collectives dignes de ce nom au niveau du pays. Je sais que l'absence de dialogue social demeure un vrai problème en France (vous avez suffisamment dit que cela ressemble plus à un « monologue social » qu'à un dialogue) ! En ce sens, notre combat est aussi le vôtre.

Les adhérents de UCU pourraient entreprendre d'autres actions de grève au Nouvel An, et, si c'est le cas, j'espère que nous pourrions mobiliser un nombre encore plus grand d'adhérents dans cette lutte. Nous savons aussi que nous pouvons compter sur votre soutien, le soutien du SNTRS-CGT.

Merci de m'avoir écouté et merci pour votre solidarité.

Soutien aux collègues du Royaume-Uni

Le congrès du SNTRS-CGT salue le personnel de l'ESR du Royaume-Uni en grève avec notre syndicat partenaire UCU (University and College Union) contre la réforme qui ampute leurs retraites de près de 35%, pour la création massive d'emplois, pour l'augmentation des salaires et des conditions de travail décentes, contre la précarité endémique et la surcharge du travail. Pas de frontières entre nous. Vos combats sont les nôtres.

Support for our colleagues in the United Kingdom

The SNTRS-CGT congress strongly supports our colleagues in the UK on strike with our sister union UCU (University and College Union). We stand in solidarity with them against cuts to pensions and salaries, against endemic casualization, for secure jobs and decent working conditions, and against increasing workloads. No borders between us. Your fights are our fights.

L'impact de la pandémie à l'Instituto Superior Técnico, Université de Lisbonne

Par Teresa Pinheiro, Organização dos Trabalhadores Científicos (OTC)



L'OTC (Organização dos Trabalhadores Científicos) remercie pour l'invitation à participer à la session internationale du congrès 2021 du SNTRS-CGT. L'OTC est une organisation portugaise à but non lucratif qui s'adresse à tous ceux qui sont directement ou indirectement impliqués dans des activités scientifiques de recherche.

Je suis Teresa Pinheiro et représente l'OTC. En ce moment, j'enseigne et fais de la recherche dans le domaine de la biomédecine et de la biophysique à l'Instituto Superior Técnico (IST) de l'Université de Lisbonne.

Mon objectif aujourd'hui est :

1. De partager mon point de vue sur l'impact de la pandémie sur l'enseignement et la recherche dans mon institut, l'IST
2. De donner un aperçu des mesures prises dans un contexte national afin de maintenir les étudiants dans le système de l'éducation et de la protection sociale.

Éducation, formation et recherche à l'IST

Les étudiants qui suivent mes cours (j'enseigne au niveau master) ont déjà acquis une maturité et un ensemble de compétences considérables. Dans un tel environnement, on est engagé, on accepte des changements, on combine des efforts pour surmonter les difficultés et, dans la plupart de cas, on réussit.

Vu cet environnement particulier, mon récit de l'impact de la pandémie est probablement plus positif que si j'avais un contact régulier avec des étudiants plus jeunes.

J'ai cependant entièrement conscience que ces deux dernières années étaient particulières et nous ont tous soumis à un stress considérable. Nous devons changer de paradigme d'un jour à l'autre. Nous devons accepter des

quarantaines et reporter nos recherches. Nous devons rapidement nous tourner vers l'enseignement en ligne sans l'avoir testé et à une échelle inédite, avec beaucoup de tâtonnements et d'erreurs. Les enseignants et les étudiants devaient improviser, l'ensemble du système être créatif !

Ces deux dernières années étaient si dures qu'en termes généraux je pense que les gens ont le sentiment d'avoir conquis le monde ! Les cours ne se sont pas arrêtés, et l'évaluation des étudiants, indépendamment de la forme et du style adoptés, a eu lieu avec le minimum de bouleversements possibles. Même les séances en laboratoire ont été assurées, avec une rotation et un nombre réduit d'étudiants par groupe.

Cependant, cela a seulement été possible parce que le gouvernement et l'université ont introduit des tests massifs et gratuits, et des mesures pour assurer l'éducation. Un nombre incroyable de plateformes numériques ont été rapidement mises à disposition, en même temps que des sessions de formation pour améliorer les compétences numériques des étudiants et du personnel académique et technique. Le calendrier académique a été modifié pour s'adapter aux retards imprévus et compenser le planning de travail à distance. Une augmentation conséquente de l'aide financière et des prêts pour les étudiants ont été lancés avec le soutien gouvernemental. L'IST a mis en place un soutien direct aux étudiants contaminés et un isolement prophylactique. Les actions consistaient en une information, un soutien pour les affaires liées à l'institution, un tutorat et la mise en place d'enquêtes de suivi. À l'IST et dans bien d'autres institutions d'ESR du pays, ont été mis en place des initiatives pour promouvoir des comportements sains, ainsi que des programmes pour sensibiliser les étudiants et promouvoir des activités de volontariat.

Mais de l'autre côté, les frais de scolarité à l'IST et dans l'ESR portugais en général sont restés inchangés, même si on a accepté une certaine flexibilité pour les doctorants. Pendant les deux premières vagues de la pandémie (2020), les ressources humaines et les capacités techniques de l'IST se sont mises au service de la communauté, couvrant

les besoins grandissants en tests PCR de la population et développant des instruments pour le système national de santé.

Il est encore difficile de calculer comment et à quel degré la disruption pandémique de l'éducation et de la formation traditionnelles affectera l'apprentissage et la consolidation des compétences dans la communauté.

D'après mon expérience, l'inconvénient immédiat pendant la pandémie était l'isolement physique et par conséquent le manque de contact et de participation. Dès que le niveau d'alerte maximal a été décrété en mars 2020, tout semblait hors de contexte. Les étudiants étaient chacun chez soi. Les étudiants étrangers rentrés dans leur pays. L'éducation a besoin du meilleur de chaque partie : motiver les étudiants et les impliquer dans les objectifs d'apprentissage est une tâche lourde à mener en ligne, en une session zoom. Petit à petit, les étudiants sont devenus plus réceptifs et les enseignants se sont davantage rendus compte des changements nécessaires. Finalement, la plupart des étudiants ont validé leurs cursus.

Qu'en est-il des activités de recherche ?

Ces deux dernières années, les mesures gouvernementales pour amortir l'impact de la pandémie sur les activités de recherche n'étaient pas aussi claires que celles concernant l'éducation. Au Portugal, depuis la période pré-COVID, le budget des programmes de recherche via la Fondation nationale pour la science (Fundação para a Ciência e Tecnologia, FCT) ont été de plus en plus limités et irréguliers. La situation a légèrement empiré durant la pandémie. Même le financement pour des sujets relatifs à la COVID19 était insignifiant. Ces deux dernières années, le financement des programmes de recherche était environ 75x106 €/an, avec seulement 2x106 €/an pour des sujets COVID. La barre fixée était environ 80% de l'ensemble, ce qui réduit le nombre de programmes à quelque 300/an et correspond à un taux de réussite de 10%. D'autres ressources publiques et privées, y compris des subventions spéciales de la Commission européenne et des partenariats industriels sur des sujets COVID ont convergé vers un cluster composé d'instituts de recherche privés et d'unités de recherche universitaires (publiques) qui pouvaient réorienter leurs travaux. Ces sommes ne sont pas facilement quantifiables, même si les nouvelles activités de recherche ont gagné en visibilité et que le progrès scientifique est reconnu : par exemple, découverte de solutions innovantes pour lutter contre l'impact de la pandémie, ou de nouvelles stratégies de traitement et de nouvelles méthodes de diagnostic.

Nous pouvons dire que pendant la pandémie la distribution des financements est devenue déséquilibrée. Tout le monde ne peut pas travailler sur des sujets COVID. Par conséquent, les domaines hors COVID ont compté sur la persévérance des unités de recherche et des équipes pour poursuivre leurs travaux.

Les mesures mises en place pour contenir la COVID19 étaient-elles efficaces ?

Nous avons peu de données au Portugal concernant les effets de la pandémie sur l'enseignement en ligne, les

diplômes, le taux de satisfaction, les ressources humaines nécessaires et la stabilité d'emploi.

L'été dernier, un groupe de travail a mené une enquête dans les institutions portugaises de l'ESR, publiques et privées¹. Ils ont rassemblé des informations sur les mesures de soutien et de suivi des étudiants mises en place par les universités et les écoles techniques dans le contexte de la crise sanitaire. Ils ont attiré l'attention sur les mesures supplémentaires nécessaires pour renforcer le soutien aux étudiants afin de les maintenir dans le système académique et de conserver les standards de qualité. Les institutions doivent entretenir le plus possible l'enseignement en présentiel, facilitant l'intégration et l'adaptation des étudiants de première année. Les étudiants de dernière année devraient aussi bénéficier d'un soutien supplémentaire pour leur transition vers la vie professionnelle.

Des données récentes d'une enquête menée par Eurofound concernent l'impact de la COVID19 sur la qualité de vie des jeunes dans l'UE et le niveau de participation et de satisfaction des étudiants lors du tournant de l'enseignement en ligne². Je voudrais mettre l'accent sur les données relatives aux facteurs de vulnérabilité : le manque de logements étudiants, l'une des failles majeures du système portugais ; l'apprentissage en ligne qui a accru les inégalités entre les jeunes de familles vulnérables ou de faible revenu d'un côté et les plus privilégiés de l'autre ; et la réduction des interactions sociales. Le niveau de satisfaction dans les pays méditerranéens dont le Portugal était l'un des plus bas. Ce n'est pas étonnant, même si cette génération est la plus éduquée de l'histoire. Les perspectives pour les jeunes ne sont pas aussi élevées qu'elles devraient être. Les emplois technologiques sont encore limités et incertains.

Les problèmes auxquels fait face le Portugal concernant l'emploi des chercheurs et le renouvellement du personnel académique et scientifique sont malheureusement endémiques et ne datent pas d'hier. C'est un large spectre de préoccupations telles que le nombre limité de nouveaux postes universitaires et de recherche, les emplois précaires et l'incertitude quant au renouvellement des contrats de recherche. La situation pendant la pandémie a continué comme avant : sans solutions, avec beaucoup de retours en arrière, et des ambiguïtés politiques constantes. Nous devons examiner qualitativement et quantitativement ce que nous avons appris pendant cette course intensive qui nous a été imposée, la pandémie, afin d'atteindre un niveau plus solide de compréhension de ses répercussions.

Nous ne pouvons pas retourner au passé. La pandémie a changé à jamais le monde du travail et notre façon de vivre.

Merci de votre attention et je saisis l'occasion pour envoyer à vous tous mes vœux pour les fêtes et vous souhaiter une nouvelle année saine et agréable.

Rua Capitão Ramires, 6-4ºF 1000-085 Lisboa, Portugal
www.otc.pt facebook: Organização dos Trabalhadores Científicos e-mail: contacto@otc.pt

¹ Task Force das Ciências Comportamentais, Relatório Inquérito às IES-Medidas-COVID-19, Branquinho C., Gaspar, T. (July, 2021)

² Eurofound (2021), Impact of COVID-19 on young people in the EU, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

La lutte de FENPROF au Portugal pendant la période pandémique

Par André Carmo, Federação Nacional dos Professores, (FENPROF – Ensino Superior)



Cette intervention a comme objectif de faire une évaluation critique de ce qui s'est passé dans l'ESR portugais de mars 2020 à mars 2021, la dernière occasion pendant laquelle FENPROF est intervenue en particulier sur la situation pandémique.

Elle souligne le rôle joué par la FENPROF pendant cette période, mais aussi les positions du Ministère de la science, de la technologie et de l'éducation nationale (MCTES), ainsi que des institutions du système national de la science et de la technologie.

En avril 2020, c'est-à-dire presque un mois après que le gouvernement portugais a déclaré l'état d'urgence pour la première fois (le 18 mars 2020), la FENPROF a fait une analyse de la situation dans l'enseignement supérieur et les unités de recherche. En plus de saluer tous les professeurs et les chercheurs qui ont continué à faire preuve d'un engagement et d'un professionnalisme énormes, on a attiré l'attention sur un certain nombre de difficultés auxquelles nous faisons face, comme :

1. Le manque de ressources matérielles (équipement ou connexion internet), qui limitait la possibilité de nombreux étudiants de suivre les cours en ligne ; ce problème était aggravé par le licenciement ou la mise à pied, dans moins d'un mois, de plus d'un demi-million de travailleurs : des familles dont aucun membre n'a conservé son emploi.
2. Plusieurs étudiants devaient partager l'équipement informatique avec les membres de leur famille (étudiants aussi ou en télétravail).
3. Plusieurs enseignants étaient aussi obligés de partager leur équipement avec leurs enfants étudiants ou d'autres membres de leur famille en télétravail, en plus, dans certains cas, de prendre soin de leurs jeunes enfants à la maison, auxquels ils devaient prêter l'attention et l'assistance nécessaires.
4. Comment mener des activités pratiques ou de laboratoire à distance, les laboratoires étant un lieu important pour de nombreux cours universitaires.
5. Comment assurer une évaluation rigoureuse et juste qui ne pouvait pas se faire en présentiel.

La désorientation était de mise : des établissements qui interdisaient, à juste titre, l'enregistrement des cours, mais d'autres qui le demandaient ; des établissements qui imposaient certaines plateformes numériques et d'autres qui ne voulaient pas prendre le risque d'une rupture de la confidentialité qui pourrait avoir lieu ; des établissements qui ne disaient rien sur l'évaluation des étudiants ; des établissements qui ont maintenu le calendrier des évaluations

en fin de semestre et d'autres qui ont accepté qu'elles puissent se faire à distance avec des examens oraux...

Pour la FENPROF, il était essentiel, dès le début, que le ministère soit clair concernant les aspects essentiels de fonctionnement du système, sans se cacher derrière l'autonomie des établissements. En tout premier lieu, nous voulions qu'il s'exprime clairement sur trois sujets très importants :

1. La stratégie du retour progressif à l'activité en présentiel, en tenant toujours compte des instructions et lignes directrices des autorités de santé publique ; cette décision ne pouvait pas dépendre de chaque établissement.
2. L'évaluation des étudiants, qui, pour les raisons déjà mentionnées, ne pouvait pas toujours se faire en présentiel.
3. L'accès à l'enseignement supérieur pour les élèves qui finissaient leur cursus secondaire, pour qui les procédures (examens de fin de lycée, vœux et résultats d'admission) pourraient avoir lieu exceptionnellement après les vacances d'été, retardant un peu le début de l'année académique 2020-2021.

En mai 2020, la FENPROF est intervenue pour un retour progressif à l'activité en présentiel, considérant que, face à une situation d'urgence et de risque qui demandaient des actions concertées pour assurer la sécurité, la santé publique et l'équité, le ministère ne pouvait pas continuer à « protéger » avec des recommandations tardives, à usage unique et incomplètes. Il devait assumer ses responsabilités : transmettre des instructions générales claires et accorder aux établissements de l'ESR les moyens nécessaires pour garantir les conditions essentielles d'hygiène, sécurité et santé publique.



Plus tard, en juin 2020, l'accent a été mis sur l'impact sur la recherche. Nous avons considéré que les perturbations résultant de la pandémie avaient des conséquences variées :

1. Des projets de recherche suspendus temporairement, dans certains cas de façon irréparable, car ils impliquaient un travail de terrain et une mobilité nationale et internationale pendant une période où la liberté de mouvement était très réduite ou même impossible.
2. Des travaux de terrain, de laboratoire ou d'archives qui ne pouvaient pas se faire étant donné la fermeture des établissements ou les rotations des équipes en présentiel qui s'ajoutaient aux restrictions de voyager précitées. C'était valable en particulier pour le tra-

vail saisonnier, dont l'interruption impliquait des mois de travail et des objectifs compromis.

3. Des recherches qui n'étaient plus menées, car le personnel était directement investi dans les travaux concernant le SARS-CoV-2 ou l'impact de la COVID-19.
4. L'impossibilité de transposer des modes de travail scientifique dans un format « distanciel », quand ceux-ci nécessitent une relation sociale de proximité étroite et de confiance, ce qui a profondément mis en difficulté pendant cette période les sciences humaines et sociales par exemple.
5. Des difficultés supplémentaires dans la relation entre les chercheurs et leur établissement de tutelle, ainsi qu'avec la Fondation pour la science et la technologie (FTC) [NDLR qui finance la recherche publique au Portugal].

La FENPROF a exigé que le gouvernement et notre ministère, en collaboration avec la Fondation, prenne des mesures intégrées et systémiques pour faire face aux perturbations découlant de la pandémie. Nous avons souligné que, vu l'urgence, il fallait prolonger tous les financements (directement versés par la FTC ou d'autres) et tous les projets de recherche pour une période équivalente à la durée des restrictions empêchant le déroulement normal de ces travaux de recherche. En même temps, il fallait reporter les délais des évaluations à mi-parcours ou des évaluations pour des renouvellements, pour un temps équivalent [aux restrictions].

En juillet 2020, la FENPROF a préparé l'année académique en se basant sur une enquête concernant l'effet des plans d'urgence sur les établissements de l'ESR. Elle soulignait deux aspects essentiels :

1. Le ministère continuait d'être absent quand il s'agissait de définir les règles et méthodologies à appliquer dans l'ensemble de l'ESR.
2. Les différents établissements (et même au sein d'un même établissement) continuaient d'implémenter une diversité de solutions pour le semestre qui allait commencer.

La dernière fois où la FENPROF est intervenue en relation avec des sujets COVID19, en mars 2021, on s'était plaint auprès du ministère à cause de la non-intégration dans la phase 1 de la vaccination contre la COVID19 des

enseignants des établissements du supérieur, contrairement aux autres niveaux de l'éducation. Notre ministère a justifié sa décision par le fait que dans les cours du supérieur il y avait moins d'étudiants que dans le primaire ou le secondaire. C'est vrai que dans ces deux niveaux le nombre d'élèves par classe est excessif, et la FENPROF a attiré à plusieurs reprises l'attention sur ce point. Mais il n'y a pas une grande différence proportionnellement avec le supérieur où, dans plusieurs cas, le nombre d'étudiants par salle est bien supérieur au seuil des 30 fixé [par les autorités].

De plus, pendant les mois où la crise sanitaire était la plus grave, c'étaient les jeunes du groupe d'âge des 18-24 ans qui avaient le plus fort taux d'incidence de COVID-19. Des jeunes des régions les plus diverses, quelques-uns de municipalités où le nombre des cas actifs est resté élevé, et qui étaient en contact dans leurs établissements entre eux, avec leurs enseignants ou avec les autres travailleurs des services.

En plus de cela, l'UNESCO et l'UNICEF dans leurs déclarations ont exhorté les gouvernements de considérer les enseignants comme des groupes prioritaires à la vaccination, sans distinguer le niveau où ils et elles enseignaient, mais en exprimant plutôt leur inquiétude car, si le personnel enseignant et non-enseignant dans les établissements d'éducation n'était pas vacciné, on courait le risque de les voir à nouveau fermées, ce qui aurait des conséquences négatives.

En fin de compte, tout le long de la crise pandémique, la confusion était la règle. Le ministère n'est pas intervenu de façon consistante et globale, et plusieurs tendances déjà en cours, comme l'intensification excessive du travail portant atteinte à la santé physique et mentale du personnel, la pression montante pour s'adapter à un nouvel environnement de travail fondamentalement numérique, les restrictions imposées aux institutions démocratiques, l'intensification de la compétition entre collègues au lieu de la coopération et de la solidarité, se sont clairement accélérées et constituent maintenant le nouveau cadre socio-institutionnel dans lequel nous devons lutter pour mettre en avant un agenda progressiste.

La FENPROF a toujours eu à cœur de traiter de façon équilibrée les problèmes spécifiques relatifs à la COVID-19 et les autres problèmes auxquels nous devons faire face. C'était sans doute notre défi principal pendant l'ensemble de cette période.

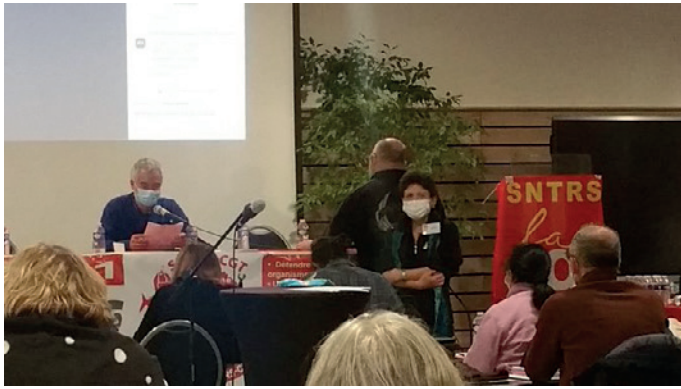
La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS-WFSW)

Par Elies Molins, membre du secrétariat international

La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS-WFSW), est une organisation internationale non gouvernementale en partenariat officiel avec l'UNESCO. Elle a été fondée en 1946 à l'initiative de deux grands scientifiques, le cristallographe irlandais John Desmond Bernal et le physicien français Frédéric Joliot-Curie. L'objectif de la FMTS était alors que la science ne soit utilisée

qu'à des fins pacifiques et pour le bien-être des peuples, faisant appel à la responsabilité sociale des scientifiques.

Contrairement aux autres mouvements de l'époque, la FMTS est un mouvement non seulement sur la science, mais aussi sur sa relation avec la société. En plus d'être une organisation pacifiste, elle se préoccupe également



des implications sociales de la science, de sa vulgarisation, des aspects professionnels, de la responsabilité sociale des scientifiques (dont le désarmement nucléaire) et de la promotion d'une coopération internationale sans restriction. Plus récemment, nos préoccupations portent également sur des problèmes urgents de notre société tels que le changement climatique, l'accès à l'eau, l'énergie et la production alimentaire. Dans chacun d'eux, la science a et doit jouer un rôle clé, même si le problème ne peut être abordé que s'il est assumé et traité à tous les niveaux : social, économique et politique.

La FMTS regroupe actuellement des syndicats et des associations scientifiques de quatre continents, ainsi que des personnalités individuelles. Les organisations affiliées appartiennent à 21 pays différents : de l'Argentine à la Mongolie, de Belarus au Canada, et de la Chine au Sénégal. Notre Assemblée Générale se réunit tous les quatre ans et notre Conseil Exécutif tous les ans. Le secrétariat international se réunit mensuellement (à distance) pour suivre l'activité. Le bureau permanent se réunit périodiquement à notre siège, au siège de la CGT à Montreuil.

Le FMTS a participé à l'élaboration de la Recommandation de l'UNESCO de 1974 sur la Science et les Chercheurs Scientifiques, mise à jour en 2017. Récemment, la Fédération a travaillé sur les recommandations de l'UNESCO sur la Science Ouverte (je dois faire mention de l'important contribution de Dina Bacalexi, de votre syndicat) et sur l'Éthique de l'Intelligence Artificielle. Un Fonds pour Financer la Recherche Scientifique en Afrique est également proposé.

Les travailleurs scientifiques, hommes et femmes, qu'ils soient chercheurs, enseignants, ingénieurs ou techniciens, sont de plus en plus interpellés en raison de leur responsabilité quant à l'impact de leurs connaissances et recherches sur l'avenir de la société et sur la pérennité de leurs développements. La science doit essayer de lutter contre la pauvreté, les inégalités, la faim, les guerres, la destruction des ressources naturelles et les menaces qui pèsent aussi sur l'environnement. La science, la recherche, les découvertes et l'innovation doivent servir le bien commun, tout comme l'économie et la politique. La prise de décisions avec une vision locale, sans perspective à la fois globale et temporelle, est actuellement un des plus grands obstacles au progrès humain et à son développement durable. Il faut tenir compte que pour la première fois dans l'histoire, nous avons le pouvoir de la connaissance et de la technologie pour être en mesure de faire face à de nombreux défis existants.

Le défi de la COVID a été paradigmatique. Un vaccin a été créé et produit par millions en un temps record. Mais s'il existe des pays avec 90% de vaccination, d'autres n'at-

teignent pas le 2%. Le paradoxe est que de nouvelles souches sont générées dans le grand bassin de non vaccinés, qui nous menacent tous. Ainsi, de plus en plus de problèmes ne seront résolus que dans une perspective à la fois globale et durable dans le temps.

C'est peut-être dans l'économie que notre interdépendance devient de plus en plus visible. Où l'on constate que la coopération est toujours plus bénéfique que la compétition, surtout à long terme.

Mais c'est en politique qu'il y a un long chemin à parcourir. Il est tout à fait absurde que des luttes fratricides se développent dans un monde où la catastrophe environnementale met en péril notre survie en tant qu'espèce. Peut-on



vraiment penser que des affrontements sanglants, des menaces, des armes et des guerres peuvent faire partie de n'importe quelle équation pour parvenir à un accord vers une situation de paix ? Ne vaudrait-il pas mieux que les parties s'assoient pour négocier, avec l'objectif qu'un accord soit la seule alternative ? Le simple réinvestissement des énormes coûts d'armement serait probablement un atout majeur pour l'accord. Après avoir mis fin à la faim, l'objectif qui aurait dû être atteint au cours de cette décennie c'est que les guerres soient éradiquées. Ça n'est pas une utopie, c'est devenu indispensable pour survivre. Aucune guerre ne donne un solde positif pour quiconque.

Enfin, **la FMTS a proposé** à la 41e Conférence Générale de la UNESCO que les scientifiques du monde entier coordonnent leurs efforts, sous l'égide de l'UNESCO, pour identifier les indicateurs de déséquilibre et **établir des stratégies et des tâches claires pour y remédier, selon les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU. Des protocoles bien raisonnés devraient convaincre la société de faire pression sur les décideurs** pour qu'ils agissent en conséquence. L'effort de tous est essentiel pour que les portes du futur ne se ferment pas.

Je vous remercie de l'opportunité de participer à votre congrès.



